

LE TEMPS

Quel grand retour de la politique industrielle?

Le Temps, Charles Wyplosz, 31 août 2023

En Europe, l'indépendance stratégique chère à Emmanuel Macron est devenue le mot d'ordre de la Commission européenne. Aux Etats-Unis, le plan de lutte contre le réchauffement climatique et les hostilités économiques avec la Chine s'appuient sur des subventions considérables et des mesures contre les échanges commerciaux, que l'on pensait révolues. La pandémie est passée par là, suivie par l'invasion de l'Ukraine et les bruits de bottes autour de Taïwan, alors que le réchauffement climatique exige que les gouvernements prennent les choses en main. Voilà la lecture qui s'impose, semble-t-il – sauf que c'est presque tout faux, encore une fois.



CHARLES WYPLOSZ
ÉCONOMISTE, CHRONIQUEUR

Car la politique industrielle a une très longue histoire, pas rassurante du tout. Elle consiste à aider des entreprises qui peinent à faire face à la concurrence étrangère. Les instruments sont le versement de subventions ou le recours au protectionnisme sous ses différentes formes. Logique, non? Trop logique, car il faut d'abord répondre à deux questions: pourquoi ces entreprises sont-elles à la peine et quel est l'intérêt public de les aider? En dehors des questions de stratégie militaire, le seul bon argument est qu'il s'agit d'une nouvelle activité qui ne peut devenir profitable qu'à partir d'une certaine taille, et qui peut irradier d'autres activités. Ce critère est utilisé de façon très extensive.

Un bon exemple permet d'illustrer ce principe, celui des voitures électriques. C'est un nouveau produit, certes, mais hormis Tesla, les constructeurs européens et américains se sont endormis pendant de longues années. Les Chinois, eux, subventionnent tout ce secteur et semblent sur le point de remporter la mise en fournissant des voitures bon marché grâce à leurs contribuables. Pourquoi ne pas profiter de cette générosité? La réponse traditionnelle, c'est l'emploi. Mais tout l'argent que l'on dépense à aider les constructeurs assoupis peut être utilisé à acheter d'autres produits et donc à recréer des emplois ailleurs. La Suisse ne produit pas de voitures, ce qui ne l'empêche pas d'être un succès économique avec un taux de chômage très faible. Quant à la Chine, elle a tellement subventionné cette nouvelle activité que ses capacités de production sont désormais excessives, si bien que les prix de ses voitures électriques sont très bas, ce qui commence à provoquer des faillites, un gaspillage gigantesque. Subventionner cette activité chez nous revient à augmenter encore les capacités de production et donc à aller au-devant d'autres faillites, sauf à fermer les frontières et se priver ainsi du cadeau offert par les contribuables chinois.

Il semblerait plus malin d'investir dans les voitures à hydrogène, qui pourraient rendre les voitures électriques obsolètes. Sans surprise, c'est ce que font les Européens et les Américains, en plus des Chinois bien sûr. C'est à qui produira le plus d'hydrogène, et il est hors de question pour les gouvernements de se montrer pingres. Il ne faut pas être un grand devin pour imaginer que, là aussi, les capacités de production seront excessives dans quelques années. La bonne idée se révélera alors être une gabegie.

Pour lancer des nouvelles activités, il faut de l'imagination et soigneusement calculer et prévoir. C'est là le rôle des entrepreneurs privés. Comme c'est leur argent qui est en jeu, ils réfléchissent avec une grande acuité. Ils prennent leurs risques, une bonne partie d'entre eux échoueront, et quelques-uns remporteront la mise. Quand la politique industrielle s'en mêle, les gouvernements misent l'argent des contribuables, avec toutes sortes d'arrière-pensées qui échappent à la logique entrepreneuriale. Nombre de ces paris échoueront, c'est normal, mais auront-ils été soupesés avec soin? La politique industrielle consiste, pour les responsables politiques, à parier avec l'argent des autres tout en sachant que le résultat n'aura aucune importance pour eux car, lorsque le verdict tombera, ces gouvernements auront été remplacés par leurs successeurs. L'engouement actuel montre que la mémoire collective est courte.